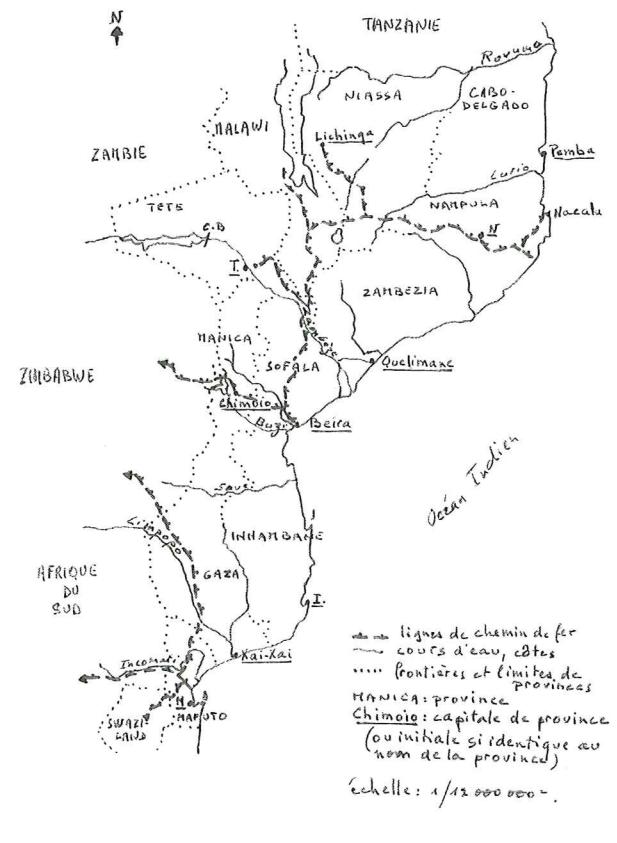


## Le Mozambique

Claire OLLIVIER\*



### Données générales

Superficie : 799 380 km<sup>2</sup> (dont 786 380 km<sup>2</sup> de surfaces terrestres)

Population 1975 : 10,5 millions d'habitants ; 1997 : 15,740 millions d'habitants dont 53 % de femmes.

Densité : 20 h / km<sup>2</sup> (équivalente à la densité moyenne en Afrique au sud du Sahara)

Taux global d'accroissement en 1997 : 2,6 %

Part de la population urbaine dans la population totale : 1975 : 8,6 % ; 1997 : 36,5 % dont la moitié dans la capitale Maputo

Indice de Développement Humain 1998 : 0,341. Classement : 168<sup>ème</sup> sur 174 (PNUD 2000)

– Taux d'alphabétisation des adultes 1998 : 42,3 %

– Taux brut de scolarisation tous niveaux 1997 : 25 %

– Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire : 39,6 %

– Taux net de scolarisation dans l'enseignement secondaire : 22,4 %

– Espérance de vie à la naissance : 45,2 ans

– PIB réel par habitant (parité de pouvoir d'achat) : en 1980 : 166 \$ / an  
en 1998 : 188 \$ / an (dollars constants 1995)

Produit Intérieur Brut global 1998 : 3,9 milliards de \$ (courants)

part de l'agriculture : 34 %

part de l'industrie : 21 %

part des services : 45 %

Dette extérieure 1985 : 2,9 milliards de \$ (66 % du PNB) ; 1998 : 8,2 milliards de \$ (223 % du PNB)

Ratio service de la dette : 1985 : 35 % des exportations ; 1997 : 18 % des exportations

\*Géographe, laboratoire SEDET : Paris VII – D. Diderot / CNRS.

## Introduction

Ancienne colonie du Portugal, le Mozambique, indépendant depuis 1975, se relève de près de trente années de conflits dont les dix dernières ont coûté 1 million de morts, 4 millions de déplacés dans le pays, un million et demi de réfugiés dans les pays voisins (plus du tiers de la population totale) et quelques 20 milliards de dollars à l'économie.

Depuis les accords de paix de 1992, et surtout depuis 1996, on assiste à une certaine reprise, qu'il faut toutefois replacer dans le contexte fragile d'un endettement massif et d'un héritage douloureux pour l'ensemble de la population, qui porte actuellement encore le poids psychologique, affectif et économique de ce désastre.

Les pluies torrentielles du début de l'année 2000, donc huit ans après la restauration de la paix, et les inondations catastrophiques aggravées par les déversements des eaux des lacs des barrages qu'elles ont provoquées, ont mis en péril cette reprise des activités et la situation des familles paysannes reste précaire, malgré les aides internationales d'urgence.

## Présentation d'ensemble

Situé au sud-est de l'Afrique, disposant de quelques 2 450 km de côtes et de plusieurs sites portuaires importants sur l'Océan Indien, le Mozambique connaît un climat tropical humide à deux saisons dans tout le nord, le centre et les régions côtières du sud. Seules la vallée du Zambèze dans la région de Tete et la haute vallée du Limpopo vers Pafuri souffrent d'une tendance à l'aridité. Relativement à ses voisins, le pays est donc dans l'ensemble bien arrosé et dispose de ressources hydriques abondantes et nombreuses, malgré des irrégularités inter-annuelles qui peuvent parfois provoquer des sécheresses ou des excédents pluviométriques aux conséquences dramatiques [JOUANNEAU 1995].

Il dispose également de réserves considérables de sols cultivables dans le centre et le nord, ce qui n'est pas un mince privilège dans cette région du monde. Dans les basses vallées des deux fleuves principaux, le Zambèze et le Limpopo, ont été développés des

aménagements hydro-agricoles qui restent sous-utilisés. D'autres périmètres pourraient même y être créés pour l'irrigation.

Au premier regard, les conditions naturelles sont donc globalement favorables pour l'agriculture, et paraissent suffisantes pour assurer l'autosuffisance alimentaire de la population et même de dégager d'importants surplus. Pourtant, moins de 10 % des 36 millions d'hectares dits arables sont cultivés, faute de moyens techniques suffisants. L'agriculture parvient difficilement à assurer la subsistance de la population rurale et les besoins du marché intérieur, y compris pour les industries agro-alimentaires. Elle produit surtout du maïs, du manioc, du coton, de la canne à sucre, du coprah, des agrumes, des noix de cajou et du thé.

Le sous-sol recèle du charbon (exploité dans la province de Tete), du minerai de fer, de grandes quantités de gaz (dans la province d'Inhambane) que l'on s'apprête à exploiter, ainsi que, semble-t-il, des gisements de pétrole et de titane en cours d'évaluation.

Sur les 15,74 millions d'habitants recensés en 1997 (peut-être 17 millions quand les corrections apportées au recensement seront connues), plus du tiers vivent en ville, dont la moitié habitent dans la grande agglomération de Maputo située à l'extrême sud, près de la frontière de l'Afrique du Sud et du Swaziland [INSTITUTO NACIONAL DE ESTATISTICA 1997]. Ces données, rapprochées du taux d'urbanisation de 8 % en 1975, révèlent, malgré leur caractère incertain, l'intense processus d'urbanisation des années de guerre, lié aux massacres et aux destructions d'infrastructures et de villages ruraux. Depuis la fin des conflits, le taux de croissance urbaine s'est ralenti.

## Principaux héritages de la période coloniale

Après le passage de Vasco de Gama sur ses côtes à la fin du 15<sup>e</sup> siècle, le territoire n'a connu qu'une occupation portugaise côtière limitée à quelques comptoirs environnés de plantations modestes. La vallée du Zambèze, voie du commerce avec l'Empire du Muonomotapa, a fait la fortune de quelques familles indiennes et portugaises qui se sont taillé des "seigneuries" parfois puissantes,

intégrées au système politique local et symboliquement rattachées à la couronne portugaise. La plupart d'entre elles se sont ensuite lancées dans le commerce des esclaves dans le courant du XVII<sup>ème</sup> siècle.

La colonisation effective s'est imposée par la force à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, après la Conférence de Berlin, tandis que s'aménageait peu à peu et très tardivement le trafic esclavagiste qui sévissait dans le nord à destination de Madagascar, des îles Mascareignes, de la colonie du Cap et du Brésil. Cette conquête s'est heurtée, au Mozambique, à des guerres de résistance jusqu'au début des années trente. C'est durant cette époque de la "pacification" que l'on a découpé le territoire en deux aires géographiques pour l'exploitation de la main d'œuvre : quatre grandes compagnies concessionnaires se sont partagé les contrées situées au nord du 22<sup>ème</sup> parallèle (le rio Save), disposant des pouvoirs d'administrer leurs immenses concessions à leur guise. La population africaine, particulièrement nombreuse au nord du Zambèze, y constituait un vivier pour une économie de plantation en extension.

Le sud est devenu une réserve de main d'œuvre pour les plantations et surtout les mines d'Afrique du Sud et de Rhodésie du Sud. Les sociétés de recrutement de la Chambre des mines du Witwatersrand s'y procuraient directement une main d'œuvre d'abord contrainte puis salariée, dont les rémunérations étaient versées en or directement au Trésor portugais, qui payait ensuite les familles de mineurs en Escudos du Mozambique. Ces accords se sont globalement maintenus jusqu'à l'indépendance. L'agriculture familiale du sud, ne reposant plus que sur les femmes et les vieillards, a ainsi beaucoup souffert de la défection des hommes jeunes.

Salazar, parvenu au pouvoir en 1926, a instauré un régime autoritaire d'immobilisme social et de plus grande présence de l'Etat dans les domaines économique et politique. Les grandes compagnies ont été dissoutes, mais leur œuvre en matière de construction ferroviaire a été poursuivie, en particulier en ce qui concerne les lignes de Lourenço-Marquès (Maputo) vers Johannesburg et de Beira vers la Rhodésie, tandis que celle du nord, construite à partir de Lumbo puis de Nacala, fut prolongée en direction de Nampula et Cuamba, dans le district du

Nyassa. C'est la période dorée de la Zone Escudo, du développement de la culture forcée du coton dans le centre et le nord du Mozambique pour alimenter les entreprises textiles du Portugal, qui ont profité du prix dérisoire de la main d'œuvre coloniale et de la protection de la monnaie, particulièrement durant la Seconde Guerre Mondiale où la concurrence de l'Asie et de l'Egypte était momentanément annihilée... Le territoire, outre l'économie de plantation présente surtout autour des embouchures et dans les deltas des grandes vallées fluviales, vivait essentiellement du transit ferroviaire des lignes du centre et du sud — débouché des mines du Transvaal — et des revenus des mineurs mozambicains du Witwatersrand. Depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, c'est à dire depuis l'épopée zouloue du Mfecane et l'instauration du royaume Nguni de Gaza dans le sud du Mozambique, depuis l'extension vers le nord de la colonisation néerlandaise puis britannique à partir de la Colonie du Cap, et surtout depuis l'essor prodigieux de l'économie minière en l'Afrique du Sud, le Mozambique, au moins dans sa partie méridionale, occupait donc une position de périphérie dominée et même exploitée par le centre sud-africain, son voisin immédiat.

A la fin des années cinquante, l'indépendance de nombreux pays africains menace les systèmes coloniaux d'Afrique australe (Angola, Mozambique, Namibie, Rhodésie, Malawi...) et le régime de l'apartheid. Le gouvernement de Salazar passe des alliances stratégiques avec la Rhodésie et l'Afrique du Sud qui participent à la répression du conflit pour l'indépendance déclenché par le FRELIMO<sup>1</sup> en 1964. A la manière du gouvernement français en Algérie avec le Plan de Constantine, il se lance dans une politique de mise en valeur du Mozambique visant à impliquer des intérêts occidentaux dans la colonie et à y encourager l'installation d'europeens, tandis que la guerre de libération se développe<sup>2</sup>. La construction de la ligne du nord est ainsi prolongée au-delà de Nampula jusqu'à Villa Cabra (actuelle) pour l'acheminement des troupes de l'armée portugaise, puis jusqu'au Malawi nouvellement

<sup>1</sup> Le FRELIMO (Frente de Libertação de Moçambique) était l'un des mouvements de libération des anciennes colonies portugaises avec le MPLA (Angola) et le PAIGC (Guinée Bissau et Cap Vert).

<sup>2</sup> Un processus analogue se déroulait parallèlement en Angola.

indépendant dont on attendait un soutien contre le FRELIMO. Ce troisième corridor ferroviaire est donc développé avant tout pour des raisons stratégiques.

Le barrage de Cahora-Bassa, sur le Zambèze, 4ème du monde à l'époque, est initialement connu comme la pierre d'angle d'un plan de mise en valeur de type colonial du Bassin mozambicain du Zambèze. Mais avec l'implication de l'Afrique du Sud, il devient un puissant équipement hydroélectrique qui dessert exclusivement la région de Pretoria grâce à une ligne à très haute tension en courant continu n'autorisant, à cette époque, aucun branchement vers le Mozambique ou ses voisins. Sa réalisation, impliquant tout au long de la guerre la présence de nombreuses entreprises internationales et une circulation incessante de poids lourds pour son approvisionnement, va fixer une partie importante des forces armées portugaises, en faisant ainsi un élément clef de leur dispositif stratégique<sup>1</sup>.

### L'expérience "socialiste" des premières années de l'indépendance :

A l'indépendance du Mozambique en 1975, le FRELIMO, transformé en parti unique, jouit d'un soutien massif et enthousiaste. Il entreprend une politique de type socialiste dont certains des aspects répondent aux attentes des citadins : c'est le cas du droit accordé à chaque famille à disposer d'une parcelle, d'accéder au statut reconnu "d'habitant de la ville", de l'accès à l'école, aux soins de santé... Dans les campagnes, la nationalisation du sol et du sous-sol ne menace pas les conditions d'existence des communautés rurales avant tout préoccupées par les "conditions d'usage" de la terre. Les projets d'amélioration des infrastructures ferroviaires conçues au sein de la SADCC à partir de 1980<sup>2</sup>,

<sup>1</sup> Sur ce barrage et son histoire, on pourra se reporter à ma thèse "Cahora-Bassa, Mozambique: géopolitique et aménagement", soutenue à l'Université Paris VII en janvier 1983, et à mon article "Cahora-Bassa, le colosse paralysé", in *Politique Africaine* n° 29, mars 1988, Paris, p. 51- 57.

<sup>2</sup> La SADCC (Southern African Development Cooperation Conference) a été créée en 1980 pour concevoir un développement concerté des pays limitrophes de l'Afrique du Sud, alors citadelle de l'apartheid, qui essayaient de s'émanciper de leur dépendance à son égard.

d'électrification des villes et des campagnes, d'industrialisation future font naître des espoirs de développement répondant aux besoins de la population.

Très vite cependant, et malgré de vifs débats, les éléments marxistes les plus sectaires du FRELIMO, soutenus par les pays de l'Est, choisissent une voie dogmatique coupée des réalités sociales du pays. C'est sur la politique agricole que le malentendu entre la population (les paysans représentent 80 % de la population active) et le FRELIMO apparaît et se creuse rapidement. Partant du souci de faciliter l'accès de la paysannerie aux "bienfaits du développement" (instruction, santé...) et par ailleurs de générer des surplus à partir de l'activité agricole dans un pays privé à l'époque de ressources minières capables de financer des investissements, le FRELIMO annonce vouloir "socialiser 10 millions de paysans en 10 ans". Il s'agit de regrouper les paysans vivant en habitat dispersé pour la plupart et pratiquant une agriculture extensive sur brûlis, au sein d'"aldeias comunais" encadrées par le parti<sup>3</sup>. Il s'agit ensuite de rassembler toute l'agriculture familiale dans ce système coopératif.

Toutefois, bien qu'elle eût été annoncée comme devant constituer la base du développement national, l'agriculture ne reçut, en fait, que 24,5 % de l'investissement de l'Etat entre 1975 et 1983. De plus la quasi-totalité de ces investissements fut consacrée en fait aux anciens domaines coloniaux étatisés et, pour certains, organisés en complexes agro-industriels : le gouvernement comptait sur eux pour l'approvisionnement des villes. Pendant ce temps, la situation de l'agriculture familiale s'aggravait sérieusement, le gouvernement n'ayant

<sup>3</sup> Un millier de ces "aldeias comunais" (villages communautaires) sont ainsi créés dans les huit premières années de l'indépendance : 46 % d'entre eux existaient déjà, construits par l'armée portugaise pendant la guerre de libération sur le modèle des "villages de regroupement" de la guerre d'Algérie, 4 % encore avaient été construits dans les zones libérées de l'emprise portugaise par le FRELIMO à cette époque. Par ailleurs 10 % des villages ont été édifiés à la hâte pour rassembler les victimes des inondations de 1977 dans le Bas-Limpopo et de 1978 dans la vallée du Zambèze. Finalement seulement un tiers de ces villages ont été construits par rassemblement de la population dans le cadre strict de la politique agricole. L'installation des villageois et leurs réactions ont été très diverses d'une région à l'autre et selon les cas. [RAPOSO 1999]

pas cherché à remplacer le réseau des petits commerçants portugais qui assurait son ravitaillement en produits de première nécessité. Finalement le FRELIMO fut contraint, par l'échec patent de sa politique, de se tourner vers l'économie de marché puis de faire appel au FMI et à la Banque Mondiale.

Dans cette expérience dramatique des premières années d'indépendance, il est nécessaire de souligner le rôle de l'héritage colonial et le poids de la pression extérieure : les élites urbaines, les yeux tournés vers l'Europe, méconnaissaient les cultures paysannes ou avaient été éduquées dans le mépris le plus total à leur égard. Les personnels qualifiés étaient rarissimes bien que parfois très brillants, et l'éducation politique de la plupart d'entre eux dogmatique et sommaire. Et surtout le nouveau régime était confronté à l'hostilité de ses voisins, la Rhodésie de Ian Smith et l'Afrique du Sud de l'apartheid, ce qui explique en partie le glissement vers l'autoritarisme, difficile à éviter en temps de guerre.

### **Les ravages des conflits militaires**

Dès 1976 en effet, le régime du FRELIMO a été pris en tenaille, paralysé puis laminé par des rapports de forces extérieures régionales et mondiales (Afrique du Sud de l'apartheid et dernière période de la guerre froide) qui lui ont été fataux, au prix de deux conflits qui ont laissé le pays exsangue :

– le conflit frontalier avec la Rhodésie entre 1976 et 1980, provoqué par l'application des directives du Conseil de Sécurité de l'ONU visant à boycotter le régime de Ian Smith,

– le conflit avec la RENAMO<sup>1</sup> qui a dégénéré en guerre civile généralisée après 1984, suite au

<sup>1</sup> La RENAMO “Résistance Nationale Mozambicaine”, mouvement subversif soutenu par l'Afrique du Sud qui mit à profit les erreurs du FRELIMO pour s'infiltrer dans les zones rurales. Il avait été créé à partir des troupes mercenaires rhodésiennes de Ian Smith qui comptaient dans leurs rangs d'anciens officiers portugais et des soldats des troupes africaines de l'armée coloniale. En 1980, après l'indépendance du Zimbabwe, le gouvernement sud-africain les a récupérés, équipés et introduits sous ce nom au Mozambique dans le cadre de sa politique de déstabilisation des pays de la Ligne de Front par les destructions et la terreur systématiques. La

mécontentement populaire provoqué par les erreurs politiques du FRELIMO et par l'aggravation de la situation économique dans les zones rurales.

Ces conflits ont d'abord stérilisé les moyens de développement du pays, puis ils l'ont dévasté en détruisant ses infrastructures (voies ferrées, ponts, routes, etc.) et ses équipements sociaux (hôpitaux, écoles, dispensaires, etc.). La centrale de Cabora-Bassa, entrée en activité en 1978, a pleinement fonctionné deux ans. Jusqu'en 1997, date de la réhabilitation complète de la ligne à haute tension, les attentats réitérés avaient partiellement ou totalement affecté la ligne, condamnant l'équipement à fonctionner à 5 % de sa capacité. Enfin ils ont produit de très nombreuses victimes et terrorisé la population rurale, qui s'est réfugiée dans les centres urbains, où elle ne peut trouver d'emplois productifs. Le pays en portera les traces pendant des décennies... [GEFFREY 1990].

### **La situation actuelle**

Une coopération fructueuse s'est établie au niveau politique avec le nouveau régime démocratique sud-africain. Elle va cependant de pair avec une inévitable “mise en orbite” de l'économie mozambicaine à l'échelle régionale, facilitée par le naufrage du pays au cours de la guerre civile, et accélérée par les orientations de la transition démocratique sud-africaine. Cette dernière laisse en effet dans toute la région une entière liberté d'intervention aux puissants acteurs économiques extérieurs, dans la ligne des politiques néo-libérales dites du “consensus de Washington”.

Sous l'impulsion du FMI et de la Banque Mondiale, la SADCC s'est transformée en SADC (Southern African Development Community) incluant maintenant, outre les membres fondateurs de la SADCC, l'Afrique du Sud, l'Île Maurice et le Congo Démocratique (ex-Zaïre). Ses nouveaux objectifs visent la formulation et la coordination des politiques régionales et l'harmonisation des projets d'investissements au sein d'une région devenue zone de libre-échange, plutôt que leur planification et leur réalisation concrète. Malheureusement, cette

---

RENAMO s'est transformée en parti politique depuis la fin de la guerre civile en 1992.

évolution ne s'est pas encore accompagnée de mécanismes de compensation entre Etats inégalement nantis, ce qui place le Mozambique en situation difficile.

Depuis 1996, l'activité économique reprend nettement, au prix d'une politique de privatisation intense : banques, mise en concession des lignes de chemin de fer et des ports, multiples joint-ventures dans lesquelles les responsables politiques du pays prennent leur place. Les anciennes plantations sont cédées à des entreprises de pays de la SADC, comme c'est le cas pour les exploitations de canne à sucre dans le delta du Zambèze et dans la vallée du Buzi, près de Beira, confiées à des entreprises sucrières sud-africaines et mauriciennes. On voit réapparaître des entreprises présentes au Mozambique avant l'indépendance.

L'essentiel des projets d'investissements annoncés prennent place dans le cadre d'espaces juridiquement délimités selon la même logique mise en œuvre à l'époque coloniale, celle des "corridors". Equipés en infrastructures de transport (lignes de chemin de fer du sud, du centre et du nord, oléoduc de Beira...), ce sont les corridors de Maputo, de Beira et, depuis peu, de Nacala, grâce auxquels le Mozambique sert de voie d'accès et de transit vers les centres économiques des pays voisins. Le plus ancien, celui de Maputo, prolongement naturel de la région la plus active d'Afrique du Sud : Prétoria-Johannesburg-Vereeniging, concentre un nombre impressionnant de projets grandioses : autoroute de Maputo vers l'Afrique du Sud (Bouygues), renforcement du couloir ferroviaire par la création d'une ligne débouchant vers un nouveau port minéralier à creuser au sud de Maputo, usine de traitement du minerai de fer utilisant le gaz du gisement de Pande (province d'Inhambane), perspective d'ouverture d'un parc régional naturel relié à un complexe touristique, etc.[BLANC 1997]. Ailleurs, on voit reprendre les anciens projets d'aménagement du cours du Zambèze avec l'étude du barrage de Mepanda-Uncua, en aval de Cabo-Bassa, confiée à EDF-International, etc.

Le Mozambique fait ainsi figure de nouvel Eldorado africain et le nouveau contexte de son ouverture à la mondialisation des échanges, sécurisée par un processus de démocratisation des institutions (pour l'instant mal digéré car suscité de l'extérieur), fait naître l'espoir chez certains d'une

possible "émergence" selon le modèle asiatique. Le PIB a cru de 5 % en 1996 et de 8 % en 1997, alors que l'inflation était cantonnée à 6,5 % et que le metical, la monnaie mozambicaine, restait à peu près stable [PNUD 1998].

Toutefois, un bref rappel de l'état d'endettement et des indicateurs du développement humain du pays ramène à des perspectives plus incertaines. Au début de la guerre en 1985, la dette extérieure du pays s'élevait à 2,3 milliards de dollars, soit 66 % du PIB de l'époque. Par la suite, l'Etat a dû emprunter jusqu'à ce que la dette atteigne 8,3 milliards de dollars en 1998, soit 223 % du PIB, alors que le pays était ruiné et que la population ne produisait que pour se nourrir. Plus de la moitié de ce total concernait la dette bilatérale (d'abord à l'égard de la Russie, son principal fournisseur d'armes durant la guerre, puis avec la France, l'Italie, l'Allemagne, la Grande Bretagne, les USA, le Japon). 2,1 milliards concernent les institutions internationales (Banque Mondiale, FMI...). Le service annuel de la dette a ainsi rapidement dépassé les dépenses de santé et d'éducation dans le primaire.

Depuis, le Mozambique a bénéficié d'un premier allégement de 1,7 milliard de dollars relevant des "initiatives en faveur des pays pauvres très endettés" de la Banque Mondiale et du FMI, puis d'une seconde réduction de 600 millions de dollars en avril 2000. Cette dernière est toutefois assortie des mesures habituelles "prises d'un commun accord" touchant le secteur public, la politique sociale et le maintien d'un environnement macro-économique stable. Des mesures qui ont déjà coûté quelques 100 000 emplois dans un passé récent<sup>1</sup>. Reste au gouvernement mozambicain à payer plus d'un million de dollars par semaine pour le service de la dette, en plus de relever le pays des effets de la guerre, ce qui le met dans une situation sans issue.

C'est pourquoi, depuis les inondations catastrophiques de la fin de 1999 et du début 2000, certains pays comme la France, l'Italie et la Norvège, ont décidé d'annuler la dette mozambicaine. D'autres l'ont réduite, comme l'Espagne et le Portugal. De leur côté, la Banque Mondiale et le FMI ont "autorisé" une suspension d'un an des remboursements. Mais, malgré l'aide internationale d'urgence, ce net soulagement ne permet pas de panser les plaies des régions dévastées. Diminuer quelque peu l'endettement du

pays ne lui donne pas pour autant de nouveaux moyens pour surmonter ses handicaps.

Par ailleurs le pays ne dispose pas de ressources humaines susceptibles d'absorber rapidement les investissements modernes : 60 % des Mozambicains sont analphabètes, 40 % des enfants sont scolarisés dans le primaire, 22 % dans le secondaire... Autant dire qu'on ne peut envisager une "émergence" à l'image des dragons asiatiques. C'est un plan de sauvetage à long terme dont le pays a besoin de la part de la communauté internationale.

En définitive, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, le Mozambique est peut être un paradis pour les investisseurs des firmes multinationales, notamment pour la construction d'infrastructures lourdes de transport dont les autres pays de la région ont besoin et qui trouvent un financement international, mais il reste un champ de ruines pour la population mozambicaine.

---

<sup>1</sup> On cite comme un cas typique des recommandations inappropriées de la Banque mondiale la déréglementation de la collecte des noix de cajou au Mozambique, qui a conduit au déclin et à la ruine de l'un des rares secteurs industriels du pays tourné vers l'exportation, au bénéfice des commerçants indiens et de la filière de transformation des noix en Inde. Une fois de plus, pour la Banque mondiale, un des critères de cette recommandation est le prix sur le marché mondial. Dans la transformation des noix en Inde, ce dernier est bien plus bas, parce que le travail se fait selon le système de la fabrique, utilisant une main d'œuvre familiale qui mobilise aussi le travail des enfants et des vieillards.

### Eléments de bibliographie

- BLANC Marie-Odile, « Le corridor de Maputo », *Afrique Contemporaine*, n°184 d'octobre-décembre 1997, Paris.
- GEFFRAY Christian, *La cause des armes au Mozambique*, CREDU Nairobi, Karthala Paris, 1990.
- Instituto Nacional de Estatistica, *Recensement général de la population de 1997*, Maputo, Mozambique.
- JOUANNEAU Daniel, *Le Mozambique*, Karthala, Paris, 1995.
- OLLIVIER Claire, trois articles in *Encyclopédie THEMA*, Larousse, Paris 1991 : « L'Afrique Australe », « L'Afrique du Sud », « De l'Angola au Mozambique ».
- PNUD, *Moçambique, Relatorio Nacional do Desenvolvimento Humano*, Maputo, 1998.
- PNUD, *Rapport sur le Développement Humain*, De Boeck & Larcier, Paris Bruxelles, 1999 et 2000.
- RAPOSO Isabel, *Urbaniser villages et maisons : projets politiques et réalités sociales, Manica (Mozambique) et Alto (Portugal)*, thèse de doctorat soutenue à l'Institut d'Urbanisme de Paris, Université Paris XII-Val de Marne, juin 1999.